

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE  
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Le Cercle des Ignorances (Flory). — Le Gouvernement des Soviets et la Conservation des œuvres d'art (A. Lounatcharsky). — Une prophétie de Byron à propos de Moscou (G. Timiriachev).

L'Amérique et la Révolution Russe (S.-J. Rutgers). — Les Coopératives de Consommation (N. Krestinsky). — La Pologne et la Russie (Henriette Roland-Holst).

## Le Cercle des Ignorances

Le citoyen Renaudel, subitement frappé de cécité le 4 août 1914, et que cette infirmité a tenu depuis éloigné des réalités socialistes, veut aujourd'hui « voir clair ».

Victime inconsolée et inconsolable de l'ingratitude des hommes, l'obscurité dans laquelle il végète lui pèse et il prétend opérer non seulement sa propre cataracte, mais la nôtre, la vôtre, celle de tout le monde. Il veut s'échapper et nous faire échapper tous du « cercle des ignorances où nous enferme, sur les choses de la Russie, la double censure de nos gouvernements et du pouvoir bolchevik lui-même ».

Pour cela, il a offert ses bons offices aux reconSTRUCTEURS qu'il ne considère cependant pas comme la plus noble conquête que le Parti ait jamais faite. Il leur a proposé un remède souverain, dispensant du bistouri traditionnel, mais dont l'ingestion réclamait tout de même un peu d'estomac : se faire déléguer officiellement à Moscou avec Cachin et Frossard.

Vous voyez comme c'est simple ! Toutefois, comme personne n'y songeait, Renaudel y a pensé lui-même. Ça lui est venu comme cela, tout seul, « Unter den Linden », le jour où il dut abandonner tout espoir d'imposer par ses propres forces et le prestige de sa réputation son omnipotente personne à Lénine.

Ah ! mon gaillard, se dit-il *in petto*, tu tends un fil de fer barbelé devant la « Vérité » en marche dans les souliers de Renaudel. Eh bien ! nous allons voir si tu oseras, comme le fit Millerand dans notre chère démocratie, faire un choix dans la délégation officielle du Parti.

Car Renaudel ne doutait pas un instant du succès de la petite combinaison qu'il venait d'imaginer. N'avait-on pas offert aux « extré-

mistes » la représentation proportionnelle de leur tendance ? La tendance Renaudel (!!!??) pouvait donc en revendiquer la sienne.

Ayant trouvé cela, la « Vérité » fait machine arrière et met le cap sur la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. Nous laissons aux lecteurs qui connaissent les personnages le soin de reconstituer le dialogue entre Renaudel, né roublard, et Frossard, né malin ; la tête de celui-ci qu'on avait déjà substitué adroitement au trop compromettant Longuet, à la pensée d'arriver à Moscou, flanqué de Renaudel. « *Je marcherai pour vous, vous y verrez pour moi* ».

Cette perspective fait frémir les reconSTRUCTEURS dont les pots de fleurs ont été déjà depuis Strasbourg si fortement bousculés et qui n'ont plus qu'un espoir d'apparaître en Russie en posture convenable : s'accrocher aux Indépendants d'Allemagne.

Bref, la chose échoue. Après une dernière alerte à la C. A. P., les centristes, sous l'œil amusé de nos représentants, réussissent à amener Renaudel hors de leurs plates-bandes compromises et à lui faire réintégrer le cercle des ignorances.

Mais cela ne fait pas l'affaire de ce contempteur des Bolcheviks qui avait médité d'aller faire en Russie sa petite enquête dans l'espoir d'en ramener quelque petit papier du genre de ceux qu'il sort habituellement dans les congrès et qui, grâce à ses petites manœuvres, font toujours leur petit effet.

Aussi s'en prend-il dans l'*Humanité* aux méchants reconSTRUCTEURS qui s'imaginent qu'ils vont pouvoir reconstruire en s'asseyant sur la « Vérité », en la limogeant dans le cercle des ignorances. Il les accuse de « renforcer incons-

ciemment » les abus de nos dirigeants et ceux de Lénine. Il leur reproche d'agir en autocrates et de redouter que d'autres qu'eux-mêmes assistent aux entretiens et se renseignent. Et puisqu'il en est ainsi, « *il prend ses précautions* » pour que Lénine et Trotsky soient informés de sa mésaventure. Si ceux-ci lui donnent l'assurance que muni d'un traducteur de son choix, il pourra librement en Russie faire son petit travail, il ira à Moscou quand même, na !

Voilà donc le « petit fait en soi » qui tourne au duel, avec Lénine et Trotzky pour arbitres, c'est-à-dire qui devient une question mondiale.

Cela est du plus haut comique et nous ouvre la perspective de douces heures d'hilarité. Les temps que nous vivons ne nous offrent pas si souvent de pareilles occasions que nous puissions les dédaigner. De la galerie communiste, nous marquerons les coups. J'ai idée que les plus rudes ne seront pas ceux que se porteront les adversaires.

Même sans Renaudel, la position de Frossard et de Cachin à Moscou n'est pas brillante.

Certes, la lettre écrite par Frossard à la C. A. P. pour lui demander de rejeter la demande de Renaudel et surtout celle de Le Troquer, publiée dans l'*Humanité* du 12 juin, montrent que les reconstruc-teurs ont tenu compte des conditions posées par les socialistes italiens à la délégation commune proposée par Renoult à Milan et dont l'une précisait qu'on n'allait pas à Moscou faire une « *enquête* ».

Ils paraissent avoir compris, contrairement à Renaudel, qu'il serait ridicule et odieux pour des socialistes d'aller en Russie en jugés d'instruction chargés de recueillir les éléments d'une condamnation ou d'un acquittement, ou encore de prétendre y confronter contradictoirement la démocratie capitaliste avec la dictature du prolétariat. Ils semblent avoir senti toute l'hypocrisie, toute la signification contre-révolutionnaire et anti-socialiste d'une pareille attitude, même et surtout lorsqu'elle s'abrite derrière le masque d'une impartialité purement théorique.

Cependant, même dans le cadre étroit qu'ils se sont tracé la tâche des reconstruc-teurs est impossible. Ils ont derrière eux un passé trop lourd, un présent trop chargé d'équivoques. Ni les enthousiasmes de Cachin, ni la souplesse de dialectique de Frossard ne résoudre-ont là-bas les difficultés qu'ils auront à vaincre. La III<sup>e</sup> Internationale est une internationale communiste et une internationale d'action. Sa doctrine, ses méthodes et son but sont suffisamment précisés pour qu'on sache nettement à quoi l'on s'engage en les acceptant.

D'autre part, elle est assez forte et assez

consciente du rôle qui lui incombe pour exiger des postulants des garanties qui assurent le respect de sa charte et l'exécution loyale de ses décisions.

Ces garanties, Cachin et Frossard, dont le montant est limité par les décisions de Strasbourg, ne sont pas en mesure de les donner.

Et puisque notre gouvernement a résolu de façon élégante la question des passeports aux délégués communistes en enfermant ceux-ci à la Santé, attendons donc le retour des reconstruc-teurs. Il est certain, le manifeste apporté par les travaillistes anglais en est la preuve, qu'ils rapporteront, eux aussi, dans leurs bagages des choses intéressantes qu'y aura fourrées Lénine lui-même. Ce diable d'homme s'y entend comme pas un pour briser « le cercle des ignorances ».

FLORY.

## AVIS IMPORTANT

*Malgré l'emprisonnement de ses principaux rédacteurs, le BULLETIN COMMUNISTE paraît régulièrement tous les jeudis, sur 16 pages, et publie des articles des plus illustres écrivains du mouvement communiste international, qui lui assurent une autorité remarquable et une influence intellectuelle croissante dans les milieux ouvriers d'avant-garde.*

*Mais les augmentations successives des frais d'édition obligent le BULLETIN COMMUNISTE à limiter strictement son tirage au nombre des exemplaires de vente assurée. En conséquence, les acheteurs du BULLETIN COMMUNISTE au numéro sont instantanément priés de s'abonner. Le prix de l'abonnement est exactement proportionnel au nombre de numéros désirés (0,50 chaque).*

*Le BULLETIN COMMUNISTE sera vendu au numéro dans plusieurs dépôts : à la VIE OUVRIÈRE, à l'HUMANITE, au JOURNAL DU PEUPLE, au POPULAIRE, à la MAISON COMMUNE, 49, rue de Bretagne ; Chez Delessalle, rue Monsieur-le-Prince ; aux Galeries de l'Odéon, au kiosque de la Bourse du Travail et chez les marchands et libraires que l'on voudra bien nous désigner comme susceptibles d'en assurer la vente.*

*En province, un certain nombre de dépôts de vente existent déjà. Les dépositaires de CLARTE vendent généralement le BULLETIN COMMUNISTE. La liste en sera prochainement publiée.*

*Prière d'écrire au camarade Reynaud, 123, rue Montmartre, pour lui signaler les libraires de Paris, de banlieue et de province susceptibles de devenir dépositaires du BULLETIN COMMUNISTE.*

*Prière aux groupes socialistes et communistes, aux syndicats, etc., de commander directement au camarade Reynaud les quantités nécessaires pour leurs organisations.*

*Il reste encore quelques collections complètes, en vente au prix normal. Ecrire pour les commandes au BULLETIN COMMUNISTE, 123, rue Montmartre, Paris.*

# Le Gouvernement des Soviets et la conservation des œuvres d'art

Parmi toutes les calomnies répandues sur le pouvoir des Soviets, il en est une dont je suis profondément indigné. Répandue par les journaux américains et parvenue jusqu'à nous par la Sibérie, elle nous accuse de vandalisme par rapport aux musées, aux palais, aux propriétés seigneuriales, aux églises qui constituent de magnifiques monuments de l'antiquité et représentent souvent des chefs-d'œuvre uniques de l'art.

Nous pouvons réfuter ces accusations avec certitude et orgueil et dire que nous avons accompli des miracles pour la sauvegarde de ces monuments. Je ne conteste certes pas que des trésors artistiques aient été anéantis au cours de la révolution. Nous savons qu'un certain nombre de châteaux ont été incendiés, que certaines bibliothèques ont été dévastées, que des collections ont été pillées, etc. Mais une perturbation aussi profonde que l'est une révolution sociale, ne peut s'accomplir sans quelques excès isolés et je me permettrai d'attirer ici l'attention de MM. les impérialistes sur le traitement qu'ont subi pendant la guerre universelle les trésors que l'humanité avaient accumulés au cours des siècles dans les contrées les plus « civilisées », occupées par les armées bourgeoises.

Ce ne fut en Russie qu'une calamité temporaire, qui dura tant que le nouveau pouvoir ne se fut pas affermi. Quant à présent, nous avons non seulement à Saint-Petersbourg et dans ses environs, où se trouvent d'innombrables trésors artistiques, non seulement dans les domaines avoisinants Moscou, et qui possèdent des richesses uniques au monde, mais encore dans les coins les plus reculés des provinces, des agents qui, aidés des paysans et des ouvriers instruits, s'appliquent à entretenir et à conserver les richesses publiques ayant une valeur artistique.

Les journaux américains ont osé parler du pillage des palais impériaux par les bolcheviks. J'ai été fort heureux de pouvoir montrer à quelques étrangers ce qui se passe en ce moment dans ces palais. Il est vrai que nous avons dû subir de dures épreuves, lorsque les bandes étrangères ou russes étaient à Gatchina et à Tsarskoié-Selo, lorsque Pétersbourg était complètement dépourvu de police. Dans ces conditions, il semblait impossible de garder quoique ce soit des richesses matérielles de ces palais, surtout si l'on ajoute que les caves étaient remplies de vins, de cognac, de liqueurs variées. Nous dûmes nous hâter de détruire sans hésitation tous ces stocks afin d'éviter que les violences des bandes ivres

n'atteignissent l'Ermitage et les salles du Palais d'Hiver ce qui eût abouti à un véritable désastre. Le vin exerce une attraction irrésistible. Je me souviens d'un brave soldat du régiment de Pavlovsk qui, préposé à la garde d'un stock de vins considérable s'excusait de n'avoir pu résister à la tentation, à l'exemple de ses camarades. Il me disait : « Confiez-moi des caisses ouvertes, pleines d'or, et je n'y toucherai pas ! Mais du vin ! C'est chose impossible ! » Malgré tout, nous avons réussi en détruisant ce vin précieux à éviter la catastrophe dont nous étions menacés.

Si, en visitant le Palais d'Hiver ou le Palais de Gatchina on peut y remarquer quelques dégâts, soyez sûrs que ce sont des traces non effacées encore, des ripailles des Cosaques et des junkers de Kérensky. Mais ces traces, à l'heure qu'il est, ne se voient presque plus ; nous sommes parvenues à les laver.

Quant aux musées, ils sont tenus dans un ordre très strict et administrés par les savants les plus distingués. Ils se sont considérablement enrichis, grâce aux collections d'art et d'antiquités retirées des palais privés et des châteaux où elles étaient moins en sûreté.

Tandis que, selon les ordres de Kérensky, les plus précieux chefs-d'œuvre de l'Ermitage ont été transportés à Moscou, où ils sont encore emballés dans des caisses en attendant que nous puissions avec une parfaite sécurité les réintégrer à leurs places, les salles de l'Ermitage se sont remplies d'autres chefs-d'œuvre de l'art, les uns achetés, les autres transportés des demeures privées où ils étaient inaccessibles au public. Que de richesses sont à présent mises à la portée des masses populaires et des écoles dans les palais Youssouloff, Stroganoff, etc...!

Les palais mêmes servent à des buts différents. Quelques-uns n'offrent pas grand intérêt au point de vue historique et artistique, comme c'est par exemple le cas pour le palais Mariinsky ou pour le palais Anitchkoff, sont pratiquement utilisés ; quant au Palais d'Hiver, il a été transformé en un Palais des Arts. Ses vastes et magnifiques salles, construites par le grand architecte italien Rastrelli et par ses élèves, sont presque tous les jours ouvertes à une foule qui vient y assister aux remarquables concerts des orchestres d'Etat ou à des spectacles choisis, ou encore à d' instructives séances cinématographiques.

Des continuelles expositions s'y succèdent dont quelques-unes ont été véritablement grandioses par le nombre des exposants. Nous tâ-

chons de les organiser comme les musées de façon à en faire réellement des sources de savoir, nous complétons leur enseignement par des conférences et nous faisons accompagner chaque groupe de visiteurs par un guide ou par un instructeur. Parfois nous consacrons des expositions spéciales à différentes branches de la science. Nous tirons alors des musées les objets exposés. Telle a été l'exposition d'art religieux bouddhique ou celle du culte des morts et des objets sacrés de l'ancienne Egypte. Nous créons ainsi un enseignement démonstratif qui éveille l'intérêt des masses et, bien que Pétersbourg soit à moitié dépeuplé, ces salles d'exposition reçoivent un très grand nombre de visiteurs.

Certains palais sont entièrement transformés en musées. Nous pouvons citer ici en premier lieu le vaste palais de l'impératrice Catherine et le palais Alexandre à Tsarskoïé-Sélo. Toute l'histoire du tsarisme passe ici devant les yeux des travailleurs et des étudiants qui se rendent en foule de Pétersbourg à Tsarskoïé pour les visiter. Le public commence par une promenade à travers les anciens parcs ; puis il visite les salles parfaitement entretenues des palais. Soucieux de préserver non seulement les murs, les meubles et les objets d'art, mais même les parquets décoratifs des salles, nous distribuons aux visiteurs, lorsqu'ils affluent en grand nombre et là où les tapis ne suffisent point, des pantoufles en toile dont ils sont tenus de recouvrir leurs chaussures. Cette simple précaution inspire même aux plus incultes visiteurs le respect de ce milieu et habitue le public à l'idée de la responsabilité qui lui incombe, comme à l'Etat, dans la conservation des trésors appartenant à la nation.

Dans le palais de l'impératrice Catherine, on est d'abord en présence du lourd et splendide rococo du temps d'Elisabeth ; on voit ensuite la magnificence grandiose, pleine d'harmonie et de confort, du siècle de Catherine. Cette culture impériale et seigneuriale qui, de l'Occident attirait en Russie les plus célèbres architectes, les décorateurs les plus habiles, les maîtres de la porcelaine, du bronze, des gobelins, etc., atteint son apogée pendant le règne de Paul I<sup>er</sup> dans l'incomparable perfection des œuvres du premier Empire.

Le palais voisin de Pavlovsk peut être considéré comme le monument le plus incontestable du goût de cette époque. Le choix exquis des objets d'art qui s'y trouvent réunis en harmonie avec l'ameublement et la belle ornementation des salles, constitue un ensemble artistique incomparable dont il serait difficile de trouver le pendant nulle part en Europe.

On retrouve au grand palais de Tsarskoïé-Sélo quelques traces de cette magnifique époque. Usant de la main-d'œuvre des serfs, les empereurs, soutenus par la noblesse savaient profiter des dons de la culture européenne ; ils remplaçaient l'opulence asiatique de leurs

prédécesseurs moscovites par les œuvres les plus raffinées de l'art occidental.

Pendant le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>, le goût déroge quelque peu. L'Empire de cette époque a un caractère de raideur, non dépourvu cependant de grandeur. L'impérialisme de Napoléon exerçait son influence sur le travail des serfs de Russie.

Viennent ensuite les appartements d'Alexandre II, pleins de confort et de fashion dans le style bourgeois anglais ; aucun luxe éclatant des salons et des chambres d'intérieur, comme on peut les voir dans les habitations de quelques riches gentlemen d'outre-Manche. Et voici sans transition l'époque d'Alexandre III : un style baroque et lourde, pseudo-russe, d'une richesse toute matérielle.

Cette décadence du goût commença dès le règne de Nicolas I<sup>er</sup> ; elle est marquée par l'apparition de bronzes massifs, produits parisiens de second ordre, échantillons de l'industrie du second Empire.

Le goût grotesque, quasi-russe d'Alexandre III prête à tout son entourage une nuance asiatique. C'est à peine si vous pouvez découvrir parmi les objets enfassés en masse quelques véritables objets d'art. Toutes les pièces sont excessivement riches, d'une richesse criarde, témoignant une vanité grossière et recherchant l'effet vulgaire. L'on sent que la noblesse a survécu à sa propre grandeur et que les tsars ne sont plus des pionniers de la culture.

Même dans l'acception purement matérielle du goût, ils s'arrangent pour vivre dans des appartements laids, dont le luxe est calculé exclusivement pour ébahir le commun des sujets. On a le sentiment que l'autocratie ne vit plus que d'une existence factice, qu'elle n'a plus de sécurité. On veut émerveiller la nation, mais les forces intellectuelles faisant défaut on a recours — expédient fâcheux — à des dimensions colossales et à un luxe purement matériel.

Mais si nous observons les degrés de cette rapide décadence d'Alexandre I<sup>er</sup> à Nicolas I<sup>er</sup> et de lui à Alexandre II, puis à Alexandre III, lorsque nous passons dans les horribles appartements de Nicolas II, nous assistons à une véritable chute. Que ne voit-on ici ? Une cretonne bigarrée sur laquelle sont fixées des photographies (on se croirait dans le boudoir de la première femme de chambre de quelque dame millionnaire). Voici dans un coin le réduit de Raspoutine surchargé d'icônes dorées. Des bains, des cuves extravagantes, des divans énormes et des cabinets de toilette bizarrement décorés témoignant d'un goût grossièrement sensuel, tout animal. Vous vous heurtez à des meubles de bazar d'un modèle barbare, tels que les achètent sans choix les parvenus enrichis, dépourvus de toute culture traditionnelle.

Et cependant c'est là la demeure des descendants des maisons impériales ! A la vue de cette dégradation on ne peut se défendre de cons-

tater la chute vertigineuse, morale et esthétique de la dynastie.

Nos artistes ont proposé de conserver intactes toutes les demeures de Nicolas II, comme des exemples de mauvais goût ! C'est ce que nous avons fait. Cette promenade à travers le passé rappelant la chute des Romanoff — un passé encore si proche — accompagnée de commentaires utiles, illustre d'une façon particulièrement instructive l'histoire du tsarisme.

Le palais de Gatchina offrirait un thème excellent à mainte excellente leçon, mais je redoute que le général Youdénitch et ses alliés, les « Culturträger » britanniques n'aient porté atteinte aux palais-musées que nous avons mis tant de soin à conserver.

Les domaines des environs de Moscou sont pareillement gardés. Quand ils n'offrent pas un ensemble complet, nous en retirons, ainsi que des couvents, tout ce qui a une valeur historique ou artistique et nous transportons ces objets dans les musées qui se sont multipliés à Moscou. Ceux des domaines qui se distinguent par la pureté du style, (tels Arkhangelskoé et Ostankino) sont, même en nos temps orageux, des lieux de pèlerinage pour les admirateurs des monuments du glorieux passé de notre noblesse, qui au prix de la vie de générations entières de serfs, savait au moins mener une existence élégante et choisir avec discernement les œuvres d'art qu'elle acquerrait en Europe... Luxe acquis au prix de la sueur du peuple.

Dans un pays qui traverse des crises révolutionnaires, il était bien difficile de mettre à la disposition du public des locaux, entretenus avec amour et sollicitude, où le peuple puisse passer des heures de repos et de jouissance intellectuelle.

Il n'est que naturel que les masses populaires, remplies de haine pour leurs anciens maîtres et pour les tsars, aient étendu cette haine sur leurs demeures et sur des biens, dont elle ne peuvent mesurer la valeur historique et artistique. Ce n'est pas de leur faute si ces mêmes maîtres et les tsars les ont tenues pendant des siècles dans une profonde ignorance. Nous nous sommes imposés la tâche d'arrêter ce flot de destruction et de conserver autant que possible les monuments de l'art ; nous nous efforçons de faire revivre les musées modifiés, afin qu'ils redevenus des œuvres vivantes de la Beauté, ils puissent prodiguer leurs richesses aux travailleurs souvent inconscients mais toujours assoiffés de beauté : nous voulons rendre accessibles aux masses ces palais et ces domaines, clos jusqu'à présent, où les descendants dégénérés des races illustres corompues par l'opulence, incapables d'apprécier leurs trésors, traînaient une existence de désœuvrement et d'ennui ; et nous voulons créer ainsi des milieux de culture populaire.

Le Commissariat de l'Instruction Publique, et particulièrement la section de la Conserva-

tion des Monuments de l'Antiquité, peut à tout moment rendre compte à l'humanité éclairée de ses travaux dans cette direction, il soutient avec assurance que le prolétariat international — cette élite de l'humanité — rendra justice comme tout homme civilisé au travail colossal que nous avons déjà réussi à accomplir.

Les dévastations partielles ont peu d'importance. Des faits de destruction auraient pu se produire dans n'importe quel pays cultivé ; on peut seulement s'étonner que les excès d'un peuple criminellement retenu dans la barbarie, n'aient pas atteint de plus grandes proportions. Maintenant une puissante organisation a été créée par les soins du gouvernement des ouvriers et des paysans qui a pour tâche la conservation des richesses appartenant au peuple.

A. LOUNATCHARSKY.

## Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

### Pour le Conseil National

Les fédérations de province qui ont voté pour la motion du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale au Congrès de Strasbourg et qui n'ont pas la facilité de se faire représenter au prochain Conseil national, sont priées de faire parvenir leurs mandats au camarade Jean Ribaut, secrétaire provisoire, 81, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris (10<sup>e</sup>).

### Commission d'Études

Les réunions de la Commission d'Études auront lieu tous les jeudis, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

### Une Protestation

Dans sa séance du vendredi 11 juin, le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale a voté un ordre du jour protestant contre l'arrestation de nos camarades Laporte et Goldemberg, assurant ces camarades de la sympathie du Comité et dénonçant avec indignation la politique de répression brutale et provocatrice du gouvernement.

## NOTRE SOUSCRIPTION

### 11<sup>e</sup> Liste

Raphaël Varquez, Oran, 5 fr. — Wastraux, 1 fr. — R. Herbert, 5 fr. — J. Herbert, 5 fr. — Un typo, 2 fr. —	
Souscriptions recueillies au meeting de la Grange-aux-Belles, 128 fr. 70. — Denain, 15 fr. — H. Dumont, Pau, 20 fr. — S. R., 3 fr. — Un camarade, 20 <sup>e</sup> section, 2 fr. 50. — Pamard, 20 fr. — Un révolté, 1 fr. — Contre les brimades, 0 fr. 50. — Mermeix, 1 fr. 50. — Produit d'une quête versé par Perrin, 23 fr. 15. — Un ex-reconstructeur écorché, 5 fr. — Pour la diffusion du Bulletin, 2 fr. — Stephen, 5 fr. — Bonhomme, 20 fr. — Mme Dorns, 10 fr. — Aimé Carlier, 5 fr. — Quatre camarades de La Chaux-de-Fonds, 10 fr.	
Total de la 11 <sup>e</sup> liste.....	290.35
Total des listes précédentes.....	2.194.40
Total général.....	2.484.75

# Une prophétie de Byron à propos de Moscou

Thou standst alone unrivalled, till the fire  
To come, in which all empires shall expire.

(Byron 1823, Works vol. VIII, p. 273.)

Tu demeures seule et sans rivale, jusqu'à ce qu'éclate  
L'incendie où tous les empires s'écrouleront (1).

(Byron 1823. Œuvres, vol. VIII, p. 273.)

Il est parmi les historiens des hommes de bon sens et d'une incontestable intelligence qui affirment que l'histoire ne se répète pas. Or, voici que dans l'espace d'un siècle, nous voyons pour la troisième fois déjà toutes les forces mondiales de la raison, de l'honnêteté et du progrès se figer dans un saisissement d'horreur, en face du triomphe momentané de la coalition des forces de l'ignorance, de la turpitude, de la régression. Quiconque a lu Herzen aura certes toujours présent à l'esprit, l'accablement, confinant au désespoir, dans lequel étaient plongés les contemporains pensants des sanglantes journées de juin 1848, qui amenèrent partout le triomphe de la réaction, dont le second empire fut la manifestation la plus éclatante et la « Constituante » de Versailles, qui écrasa sauvagement la Commune de Paris, l'héritage direct. Aujourd'hui, à un demi-siècle d'intervalle, on essaie à Versailles d'étouffer non plus Paris, mais à peu près le monde entier, et si l'on veut trouver dans l'histoire une analogie encore plus saisissante il suffit de laisser sa pensée se reporter non pas à un demi-siècle, mais à un siècle en arrière.

Effectivement, en effet, il nous arrive à nous, les contemporains de ce qui se passe à Versailles, d'éprouver exactement les mêmes sentiments que ceux éprouvés, — par une petite élite, il est vrai — des contemporains de la Sainte-Alliance. De même qu'alors, sous le prétexte hypocrite de poursuivre un aventurier militaire on se proposait de détruire jusqu'aux derniers vestiges de la Révolution française, de même aujourd'hui, les Pharisiens encore plus raffinés tentent, sous couleur de lutter contre le militarisme, d'écraser à jamais une nouvelle hydre, la révolution sociale mondiale. Comme jadis les vainqueurs exultent, mais avec cette différence toutefois que, tandis qu'alors on ne constatait presque pas d'opposition, même de la part des vaincus et des neutres et que seules s'élevaient ça et là dans les rangs des vainqueurs des protestations isolées, hardies, souvent comme des défis, aujourd'hui c'est un grand peuple qui, hardiment sorti des rangs

(1) Nous donnons ici la traduction littérale. Un de nos poètes devrait essayer de rendre en vers français toute l'énergie, la concision et la beauté de l'original anglais.

des combattants s'est engagé dans la voie d'une vie sociale nouvelle, ce sont des millions d'êtres dont la réunion constitue ces masses démocratiques parvenues, bien que tardivement à la maturité, du côté des vaincus et même dans le camp des vainqueurs enivrés de leur triomphe ! Aujourd'hui, c'est la voix forte et unie du prolétariat conscient, ne reconnaissant pas de barrières nationales, ne reculant pas même devant la lutte ouverte avec la classe puissante de ses ennemis, qui monte irrésistible. Alors combattait presque seul un vigoureux lutteur, qui flagellait impitoyablement les Pharisiens et les traitres de sa classe, rempli d'indignation à la vue de la servilité des peuples, mais quand même ne désespérant pas de leur affranchissement final.

Tel fut Byron, le Byron des dernières productions, le Byron de l'âge du Bronze (the age of bronze) qui n'a pas été, je crois, traduit en russe, par suite de la censure draconienne qui, dans un passé encore bien proche, pesait si lourdement sur l'expression des idées généreuses. Ce Byron-là, je l'ai lu il y a déjà longtemps et ma mémoire y avait confusément trouvé une singulière analogie avec la situation actuelle ; en le relisant, j'ai été frappé plus particulièrement par les vers que j'ai transcrits en tête de ces lignes. Dans la phase de la politique internationale que nous traversons, cette voix du passé lointain mérite de retenir l'attention, ne serait-ce qu'à cause de l'exclamation vraiment prophétique à propos du rôle actuel de Moscou.

Les critiques anglais impartiaux considèrent ce poème comme la plus brillante des reproductions satiriques de Byron, mais les contemporains, pour des raisons faciles à comprendre, ont essayé longtemps de soutenir que le grand poète n'en était pas l'auteur. Ce poème fut publié à l'occasion du Congrès de Vérone ; il fut inspiré par la carrière vertigineuse de Napoléon, à laquelle mit fin l'incendie de Moscou, par l'attitude prise ensuite à son égard par le concert des nations européennes et avant tout par la caractéristique des héros de Vérone et des classes dirigeantes qui poussaient ces derniers à la guerre. Byron est indigné du seul nom de « congrès », auquel se rattachait déjà le souvenir encore récent d'un autre congrès où avaient siégé Franklin et Washington.

Parlant des têtes couronnées réunies à Vérone, il déclare que si un Diogène moderne examinait leurs physionomies à la lueur de sa lanterne, il ne trouverait pas « un visage honnête ». Il qualifie Alexandre de « barbare qui s'est paré du masque de la paix » (*barbarian with mask of peace*). Il crible de sarcasmes

l'idée même de la Sainte Alliance ; à propos du trio qui la dirige, il écrit que ces gens s'imaginent « qu'avec trois ganaches on peut forger un Napoléon » et il continue : « Les Egyptiens étaient plus intelligents que nous ; ils tenaient comme il convient leurs dieux inférieurs dans des étables, et se contentaient de les mieux nourrir ». « Les Grenouilles d'Esopé étaient plus heureuses que nous ; la bûche couronnée que les dieux leur donnaient pour roi en était une véritable qui ne soufflait mot ; mais les nôtres sont toutes douées de vie ». Il raille impitoyablement le nom qui servait depuis longtemps à alimenter le chauvinisme anglais et qui n'est à ses yeux seulement qu'un exemple de ce que les « imbéciles aussi ont parfois de la chance ».

Chez Wellington, cette idole de la foule civilisée ignorante, il voit seulement « le nez crochu auquel les Anglais pensent suspendre le monde entier » (1).

Mais le passage le plus frappant est assurément celui où il fait retomber toute la responsabilité de la guerre principalement sur les grands propriétaires fonciers. Nous ne sommes déjà plus en présence d'un poète du commencement du vingtième siècle, mais pour ainsi dire d'un contemporain familier avec les idées de l'impérialisme économique et de la morale de classe. Voici un exemple des sarcasmes dont débordent ces pages étonnantes : « Vous n'êtes pas de ceux qui exigent qu'on termine la guerre plus vite. » « En revanche, vous vous exténuez à crier : « la paix, voilà la contagion ». « D'après vous, on peut tout détruire pourvu que le prix du blé augmente ». « Vous vous empiffrez et vous buvez à en mourir pendant vos diners ; vous braillez et vous jurez que pour la Patrie, pour l'Angleterre, vous êtes prêts à mourir. Mais pourquoi alors vivez-vous ? — Comment pourquoi ? Pour la rente ! » « La sueur, le sang de millions d'êtres ravagés par les larmes, pourquoi tout cela ? — Pour la rente ». « Le bien et le mal, la joie et la douleur, le prix de la vie, qu'est-ce que cela ? — Il n'y a que la rente, encore la rente et toujours la rente. » « Vous vivez pour aller à la chasse, élire le Parlement et faire hausser le prix du blé. »

Voilà les compliments que Byron adressait aux gouvernants qui exultaient et aux masses populaires dupées par une guerre victorieuse. Mais il ne désespère tout de même pas ; il sait d'où viendra le salut. On ne doit pas oublier que dix ans auparavant, en 1812, encore tout jeune homme, après avoir pris possession de son fauteuil héréditaire à la Chambre des Lords, il confondit, terrifia ces propriétaires fonciers qu'il détestait, par un discours brillant et foudroyant « son discours virginal » (*maiden speech*). Il s'y révéla le défenseur résolu des ouvriers, accusés alors des fameux « désordres ouvriers », ce premier coup de ton-

(1) Convenant de la grossièreté de cette plaisanterie, il disait pour se justifier, l'avoir empruntée à un poète romain qui s'était exprimé de la sorte à l'égard d'Antoine.

nerre qui devait retentir de nouveau avec encore plus de force dix ans plus tard, et faire rage vingt ans après, lors de l'orage du « chagisme » appelé par Engels « *l'insurrection du premier parti ouvrier de notre temps* » (1). N'est-on pas involontairement amené à songer que si Byron avait été contemporain non du Congrès de Vérone, mais de la Conférence de Versailles, il aurait eu peu de chose à changer à son poème cinglant : il aurait répété la caractéristique d'Alexandre, mais en la généralisant pour l'appliquer à tous les membres de la Conférence ; même le mot de rente qui revient fréquemment serait aussi d'actualité ; il suffirait de le remplacer par « les intérêts » ! Oui, Byron ne fut pas seulement un poète haïssant les despotes de toutes les fibres de son être et passionnément épris de la révolution française ; ce fut encore un des hommes les plus étonnants par son esprit de pénétration véridique, — cinglant cruellement la morale de classe, de cette classe privilégiée des rangs de laquelle lui-même était sorti ; ce fut l'un des premiers précurseurs de l'apparition dans l'arène mondiale d'une autre classe, d'une autre morale de classe, dont il attendait l'incendie, incendie rattaché par lui il y a cent ans au nom de Moscou, avec une divination prodigieuse et presque miraculeuse. Moscou n'aurait-elle pas raison de réclamer parmi ses monuments celui d'un grand poète-citoyen, que sa patrie a honteusement renié ? (2).

Quoi qu'en disent les historiens d'une certaine mentalité, l'histoire est faite vraiment de répétitions et à chacune de celles-ci les proportions des événements répétés augmentent considérablement. Il y a cent ans, Byron était presque seul à protester aussi énergiquement contre les vainqueurs, contre la réaction de 1848, ce fut déjà toute une pléiade de penseurs et d'apôtres, y compris Marx, fondateur de l'Internationale qui se dressa. Maintenant ce sont des millions d'hommes qui tiennent tête aux vainqueurs, et non seulement parmi les vaincus et les neutres, mais parmi les vainqueurs eux-mêmes. Ce qui était le rêve passionné du grand poète — l'incendie colossal qui devait anéantir les remparts de la réaction mondiale — est attendu aujourd'hui avec une assurance consciente par le prolétariat de tous les pays.

G. TIMIRIAZEV.

Sanatorium d'Illinskoé, juillet 1919.

(1) Les italiques sont d'Engels.

(2) On sait que la magnifique statue de Byron, par Thorwaldsen, destinée, par souscription publique, à l'abbaye de Westminster, n'y fut pas admise par suite des intrigues des cléricaux et qu'elle trouva plus tard un asile à l'Université de Cambridge.

D'ailleurs le petit incident suivant montre quelle animosité règne encore actuellement contre le poète. A un dîner de gala, le professeur Beil se trouvait assis à côté d'une vieille lady respectable. Il se mit à parler de Byron. Son interlocutrice l'arrêta sévèrement en disant : « Vous êtes étranger et je suis une vieille femme ; je dois vous prévenir que chez nous, en présence des femmes comme il faut, il est d'usage de ne pas prononcer le nom de cet homme ».

# L'Amérique et la Révolution russe

La nouvelle de la révolution de février fut recueillie avec joie par la presse capitaliste américaine. L'abolition du tsarisme était agréable à l'idéologie traditionnelle du grand public et ouvrait la voie à la politique d'appui ouvert à l'Entente désormais tout entière « démocratique ». Et ce qui plus est, la révolution qui s'était produite, promettait de sérieux avantages matériels.

La France et l'Angleterre étaient liées à l'ancien régime par des liens financiers, économiques et politiques très étroits et devaient fatalement apparaître devant le nouveau gouvernement bourgeois dans le rôle de vieux usuriers. Toute intervention ultérieure de ces puissances dans la vie économique et financière de la Russie, ne pouvait reposer exclusivement que sur d'anciennes promesses et obligations, que la Russie nouvelle, fût-elle bourgeoise, ne pouvait s'empêcher de considérer comme un obstacle au développement du pays.

La jeune Amérique, pour qui l'exportation de capitaux et de produits industriels n'est devenue que tout récemment une question vitale, n'a une toute autre attitude à l'égard du nouveau régime en Russie. Elle ne participait pas aux frottements politiques causés par les questions des Balkans, de Constantinople, de la Perse, de l'Afghanistan, etc., et n'avait pas de prétentions financières ni de concessions ou de promesses de concessions industrielles. C'est pourquoi les Etats-Unis pouvaient espérer que le nouveau gouvernement bourgeois aurait recours en premier lieu à l'aide du capital américain pour développer les possibilités économiques illimitées de la Russie.

La joie de la presse américaine et des milieux capitalistes était donc tout à fait sincère. Une commission fut nommée, à la tête de laquelle se trouvait le réactionnaire Rott, avec quelques « socialistes » en queue, dans le but de faire une enquête sur les possibilités d'exploitation de la Russie et de conclure le plus rapidement possible les contrats s'y rapportant. Une brigade de spécialistes des chemins de fer fut également constituée afin de répandre rapidement et sans obstacle, l'action bienfaisante de l'Amérique sur l'immense territoire de la Russie.

Les représentants du capital financier et ceux qui leur servaient de supports, furent favorables à Kérensky aussi longtemps qu'ils virent en lui l'homme fort, capable, avec l'aide de l'or américain, de sauver la situation conformément aux intérêts du capital. Dans ce but, la Russie devait continuer la guerre avec l'Allemagne, non seulement parce que la concurrence de l'Allemagne victorieuse pou-

vait avoir des conséquences fatales pour les intérêts américains en Russie et en Sibérie, mais surtout pour des considérations de politique mondiale générale.

Aussi, la condition imposée à Kérensky, pour qu'il fût assuré de la continuation d'un appui plein et entier, fut qu'il entreprit dans le délai fixé, une offensive contre l'Allemagne.

En formulant cette exigence, Wilson garantissait à la fois, d'une part, les intérêts directs du capital américain en Russie et, d'autre part, la situation politique de Kérensky et de la bourgeoisie russe.

Après l'échec complet de cette offensive, un revirement marqué se manifesta dans l'opinion publique et la presse. La partie était provisoirement perdue. L'Amérique devait désormais ne plus se borner à machiner des intrigues militaires contre l'Allemagne, mais bien entreprendre des hostilités contre elle et toute la haine de la bourgeoisie américaine se tourna nécessairement contre les Bolcheviks.

Quand en novembre ces derniers se furent emparés du pouvoir et eurent dissous l'Assemblée Constituante, la colère des Américains ne fut tempérée que par la certitude que toute cette « scandaleuse aventure » prendrait bientôt fin.

Non moins grandes furent les doléances que firent entendre la presse socialiste américaine, — par exemple l'organe semi-officiel « Call », — et surtout les intellectuels socialistes qui avaient des sympathies pour la révolution russe, au sujet de la « dissolution antidémocratique du Parlement populaire ».

Cependant, la « Ligue de Propagande Socialiste », socialiste de gauche, défendit énergiquement la dissolution, et le « Comité d'information bolcheviste », fondée par elle avec le concours de camarades russes, publia plusieurs proclamations exposant le bien-fondé de la politique de la jeune République des Soviets.

Sur les grandes masses des ouvriers américains, qui étaient déjà sans cela sceptiques au sujet du parlementarisme et même hostiles à ce dernier, la politique énergique et conséquente des bolcheviks produisit véritablement une puissante impression. Toutes les nouvelles relatives à ce qui se passait dans la Russie ouvrière et paysanne, toutes les réunions et tous les écrits qui lui étaient consacrés, furent accueillis avec enthousiasme ; la seule chose à regretter c'est que, durant la période qui suivit immédiatement la révolution d'octobre, les forces des camarades russes comme celles des communistes actifs d'Amérique, étaient trop faibles et trop peu organisées pour tirer entièrement profit d'une situation si favorable.

La paix de Brest-Litovsk fut aussi appré-

ciée justement par les ouvriers américains.

Evidemment la presse capitaliste s'efforça de profiter de la situation pour créer un mouvement antibolcheviste. Mais le refus de Trotsky de signer la paix, puis sa déclaration que le traité signé sous la pression des circonstances ne serait pas de longue durée, produisirent en Amérique une forte impression. Lorsque plus tard, Trotsky commença à organiser l'Armée Rouge, l'enthousiasme aux Etats-Unis devint si grand qu'il se produisit même un courant en faveur de l'envoi de volontaires américains.

Chaque fois que la Ligue de Propagande Socialiste organisa des meetings à ce sujet, des centaines de volontaires se firent inscrire pour se rendre en Russie et s'enrôler dans l'Armée Rouge. Justement à cette époque, le gouvernement américain songeait sérieusement à reconnaître la République des Soviets, avec l'intention secrète, évidemment, de la saper intérieurement au moyen d'une propagande et d'intrigues contre-révolutionnaires et, extérieurement, en spéculant sur les difficultés du ravitaillement.

Les sympathies des ouvriers américains pour les méthodes révolutionnaires des communistes, de même que la force manifestée par la République des Soviets, force qui s'exprima notamment dans la note pleine de dignité du 3<sup>e</sup> Congrès des Soviets à l'adresse de Wilson, empêchèrent alors les capitalistes américains de faire une expérience, dangereuse pour eux. Mais en même temps s'évanouit l'espoir d'un appui actif du prolétariat américain à l'Armée Rouge.

A l'interpellation formulée dans le but de faire préciser si les volontaires rouges seraient autorisés à se rendre en Russie, le gouvernement des Etats-Unis répondit que l'aide à la Russie ne pouvait être apportée que sous forme d'enrôlement dans l'armée américaine destinée au front français.

Bientôt fut conclu un accord avec le Japon pour une action commune en Sibérie Orientale ; à la même époque aussi, l'Amérique adhéra activement aux opérations militaires d'Ankhangelsk et à la politique d'encerclement et d'affaiblissement de la jeune République Socialiste.

Sur ces entrefaites, le mouvement révolutionnaire au sein des ouvriers américains commença à grandir, grâce à la propre expérience de ces ouvriers, aussi bien que sous l'influence des événements de Russie et le gouvernement jugea nécessaire de lutter contre le danger qui le menaçait directement.

La Ligue de Propagande Socialiste avait été remplacée par une organisation plus importante, qui avait reçu le nom de « Left Wing Section of the Socialist Party » et d'où sortit à son tour, le parti communiste américain, section de la III<sup>e</sup> Internationale.

En outre, les ouvriers industriels faisant parti du « I. W. W. » se placent sur le terrain révolutionnaire et la réunion des deux groupements sus-mentionnés, dans le but de

mener en commun la lutte révolutionnaire, est à l'ordre du jour.

La vénale justice américaine, qui jeta en prison des milliers de militants, rendit, par ses actes infâmes, un grand service à la révolution. Le chômage, qui a pris des dimensions inouïes, le renchérissement incessant des produits de première nécessité et l'influence de la révolution prolétarienne russe ont préparé, en Amérique aussi, un terrain favorable à la lutte décisive des classes.

La politique impérialiste de Wilson, cherchant avant tout à atteindre les buts immédiats du capital américain, les visées panaméricaines, la convention avec la Japon au sujet du partage du butin chinois, l'appui de la politique anglaise en Europe, l'utilisation directe des conditions dans lesquelles se trouve la Russie, fût-ce au prix de la reconnaissance du gouvernement des Soviets — tout cela paraît insuffisant aux membres des syndicats américains.

Les forces puissantes de l'impérialisme américain, de même que la situation intérieure du pays, poussent vers une politique nouvelle, plus grandiose. Wilson est l'objet de vives critiques ; on reproche à sa politique de tendre à accroître la force du Japon et de l'Angleterre sans apporter à l'Amérique une compensation suffisante, conforme aux circonstances, et l'on entend déjà s'élever des voix contre la ratification de la paix de Versailles.

A la politique, jusqu'à présent toujours hésitante de Wilson, se substitue une tendance impérialiste plus clairvoyante et plus logique, qui aboutira à un conflit avec le Japon et finalement avec l'Angleterre.

En matière de politique intérieure, cette tendance nouvelle approfondira encore davantage la scission entre les couches supérieures, « soudoyées », du prolétariat et les grandes masses des exploités ; elle amènera une répression implacable du mouvement de ces dernières ainsi que des persécutions cruelles contre les propagandistes communistes et syndicalistes révolutionnaires (I. W. W.).

Quant à la politique d'intervention anglo-française directe (au moyen de forces expéditionnaires), dans les affaires russes, commencée avec l'appui de l'Amérique, elle a complètement échoué. De plus en plus, on entend dire, surtout en Amérique, qu'il faut se mettre à saper la Russie par l'intérieur et il est question de renouer avec elle des relations d'affaires.

La paix, fût-elle des plus précaires entre la République du Dollar et la République des Soviets, n'est concevable qu'à la condition que le prolétariat américain exerce une forte pression. Cette pression, selon toutes les apparences, ne tardera pas à se faire sentir. Mais alors, ce sera la fin du règne du capital américain et la victoire de la révolution mondiale sera assurée.

S.-J. RUTGERS.

# Les Coopératives de consommation

Dans l'histoire des coopératives de consommation en Russie, trois périodes sont à distinguer : la coopération sous le tsarisme, à l'époque de la révolution bourgeoise et pendant le régime des Soviets.

## I

La coopération est née en Russie vers la fin de 1860. Au commencement de la guerre, elle représentait déjà une force importante. Au 1<sup>er</sup> janvier 1914, le nombre des sociétés coopératives de consommation s'élevait à 10.000, groupant environ 1.400.000 membres ; le chiffre d'affaires des sociétés coopératives et des groupements de sociétés coopératives s'était élevé en 1913 à 250.000.000 de roubles.

Mais, malgré le nombre élevé des sociétés coopératives, la coopération ne touchait qu'une partie insignifiante de la population de la Russie (moins d'un pour cent) et groupait plutôt les éléments aisés de la bourgeoisie moyenne des villes, de la classe ouvrière et de la classe paysanne.

Avec un pareil recrutement, les coopératives restaient en dehors de la vie politique. Il est vrai que la plupart des leaders de la coopération se trouvaient dans l'opposition au régime tsariste. L'autocratie était, en effet, à ce point hostile à toute liberté d'initiative en matière d'organisation, même pour les organisations dépourvues de tout caractère révolutionnaire et socialiste, qu'elle sut se faire des adversaires même des coopérateurs — qui n'étaient pourtant que les paisibles représentants des groupes libéraux et socialistes de droite.

Mais les coopérateurs étaient incapables d'engager une lutte et ils s'en abstinent. Seulement, pendant la période qui s'écoula entre la première révolution et la guerre, au sein des coopératives de fabrique et d'usine (qui n'étaient au début que des boutiques ordinaires connues sous le nom de « coopératives des usines » et qui dépendaient en réalité des patrons), des groupes commencèrent à se former composés d'ouvriers d'opinion avancée et de plus en plus conscients, qui s'efforcèrent de créer une coopération ouvrière indépendante de la bourgeoisie ; mais ces groupes étaient encore très peu nombreux. Aussi leur attitude aux congrès coopératifs de 1908 à Moscou et de 1912 à Kiev ne put-elle exercer aucune influence sur le caractère général de la coopération.

Celle-ci demeura une organisation homogène, la coopération bourgeoise, et elle continua à avoir pour meilleurs représentants des libéraux et des gens cultivés.

Pendant la guerre, le nombre des coopératives s'accrut fortement. La pénurie de marchandises qui commençait à se faire sentir, la forte hausse des prix, provoquée par la spéculation, poussèrent les consommateurs à se grouper en coopératives, afin de se défendre ainsi, ne fût-ce que dans une faible mesure, contre l'exploitation dont ils étaient victimes de la part du capital commercial privé.

À la fin de la guerre, au 1<sup>er</sup> janvier 1918, le nom-

bre des sociétés coopératives s'élevait à 25.000, chiffre supérieur de 150 % au nombre total des coopératives de tous les autres pays du monde ; le nombre de leurs membres était d'environ 9 millions, leur chiffre d'affaires atteignit, en 1917, la somme de 6 à 7 milliards.

Mais l'accroissement de la coopération ne changea rien à sa composition sociale. Elle resta comme auparavant essentiellement bourgeoise et si l'attitude des congrès provinciaux des coopératives (avant la révolution de février, il n'y eut pas en effet de congrès national des coopératives) devint de plus en plus nette et de plus en plus radicale au point de vue politique il faut en chercher la cause dans le mécontentement qui s'était alors emparé du public et, en particulier, de la petite et de la moyenne bourgeoisie profondément affectée par les conséquences de la guerre tsariste et dont les yeux n'avaient pas encore discerné son nouvel ennemi, le prolétariat.

## II

La situation se modifia radicalement après la révolution de février.

Le prolétariat, représenté par le parti bolchevik, opposa nettement au Gouvernement Provisoire, sorti de la bourgeoisie, sa tactique révolutionnaire et son programme communiste.

Et alors commença une lutte implacable, dans laquelle aucune organisation sociale ne pouvait plus rester neutre. La coopération dut faire son choix entre les deux partis. Et, ce choix ne pouvait évidemment être douteux pour les leaders de la coopération, recrutée comme elle l'était à cette époque. Ils se rangèrent du côté du gouvernement de Kerensky et constituèrent même l'extrême droite des forces sur lesquelles s'appuyait Kerensky.

On put le constater clairement aux Congrès généraux extraordinaires de la Coopération des 11-13 septembre et des 4-6 octobre 1917. Le premier congrès avait été convoqué spécialement avant la Conférence Démocratique, qui eut lieu à Pétrograd pendant la seconde moitié de septembre. Il groupait les couches supérieures bourgeoises de la coopération ; aussi donna-t-il mandat à ses délégués de se montrer les adversaires irréconciliables du parti prolétarien à la Conférence Démocratique et de ne reculer devant rien pour assurer le maintien du pouvoir de coalition antisoviétique.

Avant réussi, avec l'appui des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, à faire accepter le maintien du gouvernement de Kerensky et la convocation d'un parlement, les coopérateurs se réunirent encore une fois, dans le but d'établir un plan de la campagne pour les élections à la Constituante, de façon à jouer au sein de cette dernière le même rôle qu'à la Conférence Démocratique.

La coopération commune ne fut pas d'ailleurs seule un centre de lutte contre les communistes : le 1<sup>er</sup> Congrès de la coopération ouvrière, qui se réunirait en août 1917, se déroula, comme celui de la

coopération publique, sous l'hégémonie des menchéviks et défendit la coopération indépendante de tout pouvoir y compris éventuellement le pouvoir des Soviets.

## III

La révolution d'octobre donna le pouvoir au parti du prolétariat, contre lequel les coopérateurs avaient mené une lutte si acharnée.

Quels rapports devaient s'établir entre les vainqueurs et les vaincus ? Indépendamment de nos vues sur l'organisation de la répartition dans une société communiste développée, nous comprenions, nous, communistes, que la construction socialiste de la société ne pouvait être basée que sur les formes créées par le développement du régime antérieur, c'est-à-dire du capitalisme.

Dans le domaine de la production, nous ne détruisions naturellement pas les fabriques et les usines, ni les grands groupements industriels, mais nous nous bornons à les déclarer propriété commune de la société et à changer leur mode de direction. De même, dans le domaine de la répartition, nous avons dû construire nos appareils de répartition en nous inspirant des appareils de l'ancien commerce privé ou utilisant la coopération de consommation qui était déjà devenue une force.

On ne peut en politique, se laisser guider par le sentiment ; c'est pourquoi, malgré l'hostilité qui s'était créée entre nous et les couches supérieures de la coopération, nous n'avons pas hésité à préférer l'appareil de la coopération à celui du commerce privé. Malheureusement l'attitude des coopérateurs n'a pas répondu à la nôtre. Ils n'ont pas voulu accepter le fait de la révolution ouvrière. Caressant l'espoir que le triomphe des bolcheviks serait de courte durée et attendant chaque jour notre chute, ils ont contribué autant qu'ils le pouvaient, au désarroi de l'industrie et du ravitaillement et ils se sont abstenus d'entrer en pourparlers avec le gouvernement. Il ne nous resta alors qu'à organiser, à côté de la coopération et du commerce privé, notre propre appareil de répartition et nos magasins soviétiques.

Mais, ce faisant, nous n'avons pas cessé d'espérer un revirement de la part des coopérateurs, c'est-à-dire leur disposition à entamer des négociations ; notre attente se justifia, lorsque les coopérateurs eurent compris, avec tout le monde d'ailleurs, que la durée du pouvoir des soviets devait être évaluée non en jours, ni même en semaines, mais au moins en mois.

Le premier accord entre le gouvernement des Soviets et la coopération intervint en avril 1918. Il était important pour nous que la coopération cessât d'être le groupement libre d'un nombre relativement faible d'individus. Nous voulions arriver à ce qu'elle embrassât toute la population de la Russie soviétique et rendît ainsi inutile l'existence des autres organes de répartition. La seconde tâche que nous assignions à la coopération était de réaliser les points essentiels de notre politique en matière de ravitaillement. Mais l'une et l'autre de ces deux conditions parurent inacceptables aux coopérateurs. C'est pourquoi le décret du 12 avril ne fut qu'un compromis. Au lieu de l'affiliation obligatoire de la population entière aux coopérations, le décret stipula seulement que les coopératives desserviraient, non seulement leurs membres,

mais la population entière. La distinction entre les membres, maîtres des coopératives, et les non-membres, qui n'ont rien à voir dans la gestion de ces dernières, continue à subsister. Le décret se borne à donner des facilités d'affiliation (la cotisation des adhérents est abaissée pour les indigents à 50 kopecks) et prévoit des primes pour les coopératives qui auront réussi à rallier, en qualité de membres, tous les habitants de leur rayon. Pour fortifier la situation des coopératives dans la lutte contre le commerce privé, celui-ci est frappé d'un impôt égal à 5 % du chiffre d'affaires, impôt dont les coopératives sont exemptées. Le décret interdit d'être dans les conseils d'administration des coopératives du premier degré ainsi que des groupements de sociétés coopératives, des commerçants et directeurs d'entreprises commerciales privées ; leur prédominance dans ces conseils avait mis en effet jusqu'alors la coopération sous l'influence du parti bourgeois.

Le décret fait bien encore une autre restriction ; il déclare les dispositions légales du pouvoir des Soviets au sujet de la constitution de stocks et de la répartition des produits de première nécessité obligatoires pour les organisations coopératives comme pour les organes soviétiques et les commerçants privés (c'est là une concession des coopérateurs au pouvoir des soviets). Par contre il établit la représentation de la coopération dans les organes du ravitaillement, nationaux aussi bien que régionaux, tandis que la réciprocité n'est pas accordée aux organes du pouvoir des soviets vis-à-vis de la coopération.

Ainsi donc, après le 12 avril 1918, la coopération continue d'être un organe indépendant, parallèle aux organes de l'Etat et qui n'entre avec le pouvoir qu'en rapports contractuels temporaires. Et, chose très caractéristique, ce contrat, qui réalise dans une si faible mesure nos vœux dans le domaine de la coopération, constituait de notre part, non seulement pour la coopération publique générale, purement bourgeoise, mais aussi pour la coopération dite ouvrière, le maximum des concessions possibles. C'est bien dans ce sens que se prononça tout à fait nettement le 2<sup>e</sup> Congrès général extraordinaire de la coopération ouvrière (commencement d'avril 1918).

L'acte subséquent du pouvoir des soviets à l'égard de la coopération fut le décret du 8 août 1918, sur l'échange des marchandises.

Ce décret confie à la coopération le ravitaillement en produits manufacturés de la population rurale qui aura remis l'excédent de ses céréales à l'Etat, représenté en l'occurrence par ses organes d'approvisionnement. Evidemment, la coopération n'était pas à même de remplir d'emblée ce rôle, d'abord à cause de la grandeur de cette tâche, et surtout parce que les leaders de la coopération étaient étrangers au principe de classes qui se trouve à la base du décret sur l'échange des marchandises.

Les petits bourgeois, c'est-à-dire les coopérateurs, n'admettaient en aucune façon qu'il fallût répartir les tissus, les allumettes, le fer, etc. entre les paysans, non pas proportionnellement à la quantité de céréales remise par ceux-ci, mais suivant leurs besoins et donner davantage aux pauvres, quoiqu'ils n'eussent pas remis de céréales du tout, tandis qu'il ne fallait rien donner au paysan riche qui tient caché une grande quantité de produits manufacturés acquis par lui précédemment.

Quoi qu'il en soit, les coopératives ont fourni la campagne en articles manufacturés et en répartissant ces marchandises, bien qu'elles se soient écartées du décret, elles ont effectué une œuvre utile à la Russie soviétiste. La pression exercée par la masse, qui constitue les couches inférieures de la coopération, sur les couches supérieures de celle-ci força ces dernières à faire des concessions et le 2 novembre il a déjà été possible de faire un grand pas en avant dans la voie du rapprochement avec la coopération.

Il est vrai que le nouveau décret ne prévoit pas encore l'affiliation obligatoire de la population entière à la coopération, mais il oblige chaque consommateur à s'inscrire à un centre de répartition soviétiste ou coopératif ; or, si l'on prend en considération que dans la plupart des villages de Russie il n'existait pas de magasins soviétistes, cet article du décret équivaut pour l'immense majorité de la population, à l'affiliation obligatoire à la coopération.

Le décret contient une série d'articles assurant à la coopération la possibilité d'un large développement ultérieur. Il en ressort notamment que les dépôts et magasins des coopératives sont inclus dans le réseau général des points de répartition et que le commissariat de l'approvisionnement fournit à ces dépôts et magasins des marchandises et produits alimentaires sur le même pied qu'aux magasins soviétistes et enfin que les magasins et dépôts des coopératives ne peuvent être ni nationalisés, ni municipalisés. Ceux mêmes qui ont été municipalisés avant la publication du décret, contrairement à l'esprit et à la lettre des décrets antérieurs, doivent être rétablis dans leur situation antérieure.

Tous les décrets ci-dessus indiqués aboutissaient à l'élargissement de la sphère d'activité de la coopération et transformaient celle-ci en branche importante et indispensable de l'œuvre de construction socialiste.

Cette nouvelle situation ne put cependant triompher des dispositions hostiles des couches supérieures. Tout en faisant preuve (extérieurement) d'une entière loyauté, elles continuèrent à opposer une résistance passive aux entreprises du pouvoir. Répondant alors à l'appel du Parti Communiste, les ouvriers entreprirent la conquête de la coopération par l'intérieur. Un grand nombre de militants organisateurs, dans les capitales comme en province, s'attelèrent à l'œuvre coopérative (en suivant d'abord la ligne de moindre résistance, c'est-à-dire en commençant par la coopération ouvrière) et conquièrent, aux nouvelles élections, la majorité des grands centres coopératifs ouvriers, si bien qu'au 3<sup>e</sup> Congrès de la coopération ouvrière (décembre 1918), ils infligèrent une défaite décisive aux menchéviks qui régnaient encore à cette époque dans la coopération ouvrière. Le centre moral de la coopération ouvrière, le Conseil Général de la Coopération Ouvrière, devint communiste.

A partir de ce moment, nous pûmes travailler à l'organisation de la coopération en agissant sur elle de deux côtés, par en-haut, au moyen de décrets, par en bas en faisant entrer dans les coopératives les masses des travailleurs des villes et de la campagne et, par l'intérieur, en favorisant l'entrée et en utilisant l'influence des coopératives ouvrières dans les groupements locaux des coopératives et dans l'Union Cen-

trale des coopératives où elles poursuivirent la politique tracée par le Conseil de la Coopération Ouvrière.

Le dernier coup fut porté à l'opposition par le Conseil supérieur de l'Economie populaire, qui avait à cette époque la direction de la coopération. Un arrêté pris par ce Conseil débarrassa les organes dirigeants de la coopération de tous les éléments qui, par la classe à laquelle ils appartenaient, étaient hostiles aux ouvriers et aux paysans travailleurs.

Outre les restrictions formulées par le décret du 12 avril, le nouvel arrêté prive du droit de suffrage, actif et passif, dans les coopératives, tous ceux qui emploient des travailleurs salariés dans un but de lucre, ceux dont les moyens principaux d'existence sont un revenu autre que celui de leur travail ou une propriété autre que celle dérivant de leur travail, tous les anciens commerçants ayant liquidé depuis moins de trois ans, les ministres du culte n'ayant pas témoigné jusqu'à ce jour d'une adhésion sincère au renouvellement de l'œuvre coopérative, les moines, les anciens policiers, etc.

L'acte suivant de la législation coopérative soviétiste fut le décret du 20 mars 1919 sur les communes de consommation.

Voici le texte intégral du début de ce décret :

« La situation difficile dans laquelle se trouve l'approvisionnement nécessite des mesures urgentes pour sauver le pays de la famine ainsi qu'une stricte économie des forces et des moyens qu'exige cet approvisionnement. Pour atteindre ce but, il faut que le domaine de la répartition soit pourvu d'un appareil unique. Cette mesure est d'autant plus impérieuse et urgente que tous les organes de répartition (répartis principalement en 3 groupes : organes d'approvisionnement, coopération ouvrière et coopératives publiques générales) reçoivent la plus grande partie des produits d'une source unique et que les frottements entre ces groupes sont déjà devenus dans la pratique un obstacle qui doit être supprimé.

« L'union des organes de répartition existants doit être effectuée sans détruire ni rejeter l'appareil principal de répartition régulière en masse, c'est-à-dire la coopération, qui est l'unique appareil, créé, il est vrai, par le régime capitaliste, mais éprouvé par un développement de plusieurs années ainsi que par l'expérience pratique. L'ancien appareil, appelé à servir de base au nouveau, doit être maintenu, développé et perfectionné ».

Comme on le constate par cette citation, l'apparition de ce décret fut hâtée par la crise aiguë de l'approvisionnement. En s'efforçant d'introduire le maximum d'organisation et d'économie des forces dans l'œuvre de la répartition, on voulait pouvoir employer un nombre d'autant plus grand de militants à l'approvisionnement et à la constitution de stocks de céréales.

Mais le nouveau décret en lui-même ne fait que compléter les premiers et il est entièrement conforme aux déclarations de principe définitivement fixées dans le programme adopté dans le courant du même mois, au 8<sup>e</sup> congrès de notre parti.

Le décret met en effet à la base de tous les organes de répartition, non pas l'appareil du commerce privé ni les magasins soviétistes, mais bien la coopération.

Il lui remet, non seulement, toute l'œuvre de la

répartition mais aussi les appareils (magasins, dépôts, boulangeries) créés par les comités locaux d'approvisionnement. Ce faisant, il devait empêcher toutefois que les couches supérieures de la coopération pussent se servir de l'immense force ainsi acquise par les coopératives pour combattre le pouvoir des Soviets ; il devait faire en sorte que la remise aux coopératives de toute l'œuvre de répartition aboutit à l'amélioration de cette œuvre de répartition, c'est-à-dire à l'amélioration du ravitaillement des ouvriers et des paysans, qui souffrent de la faim dans les provinces du Nord, ainsi qu'à la juste répartition des produits de l'industrie urbaine entre tous les travailleurs ; il devait couper court à toute tentative des coopérateurs pour essayer, en désorganisant le ravitaillement qui leur était confié, de provoquer le mécontentement des masses pour le diriger contre le pouvoir des soviets ; pour cela il était indispensable de procéder en même temps à une modification radicale du caractère de l'ancienne coopération. Les mesures prévues par le décret assurent cette modification nécessaire. En effet, elles font entrer dans les rangs des membres de l'unique coopérative qui subsiste dans chaque ville, dans chaque région rurale, la population entière, y compris les couches les plus pauvres et suppriment toute espèce de cotisations, précédemment obstacle principal à l'entrée de ces couches pauvres dans les coopératives. Provisoirement, en attendant l'élection de nouveaux conseils d'administration, qui reflèteront les vues et les aspirations, dans ce domaine, des grandes masses des travailleurs adhérant dans leur immense majorité à notre parti, les représentants des organes d'approvisionnement entrent dans les conseils d'administration des organisations coopératives, avec tous les droits de membres de ces conseils, dans le but de contrôler et de diriger l'œuvre coopérative. Des représentants analogues du Pouvoir Central des Soviets et de la coopération ouvrière unie se voient également introduits au sein du centre dirigeant de la Coopération, c'est-à-dire à l'Union Centrale des Coopératives.

Actuellement, toute la Russie se prépare aux élections des organes dirigeants de la coopération, et dans deux mois ou deux mois et demi la réorganisation de la Coopération russe sera une chose faite.

#### IV

Nos adversaires, en Russie et surtout à l'étranger, ont accusé et accusent la Russie soviétiste (et nous accusent en particulier nous, communistes), de détruire la coopération ; dans les journaux de la coopération même, il est question de nos persécutions contre cette dernière.

Mesquine calomnie, pure invention démentie par la vie elle-même ! C'est ce que je montrerai pour terminer, en me reportant à quelques données statistiques. Il a déjà été indiqué plus haut qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1918, le nombre des sociétés coopératives de consommation en Russie s'élevait à 25.000. En septembre 1919, soit un an et demi plus tard, leur nombre s'élevait (selon des renseignements incomplets) à 50.000 avec un nombre d'affiliés égal à 17 ou 18 millions (bien que le décret sur l'affiliation obligatoire de la population entière n'eût pas encore été appliqué),

c'est-à-dire qu'il avait doublé, sous le pouvoir des soviets.

Le chiffre d'affaires de la coopération s'est accru dans une plus grande proportion encore. Je n'ai pas à ma disposition les chiffres pour 1919 et je dois me borner à comparer les chiffres de 1917 et de 1918. En 1917, le chiffre d'affaires de la coopération s'était élevé, en roubles, à 6-7 milliards. En 1918, il était de 12 à 15 milliards.

Plus frappantes encore sont les données relatives au travail d'approvisionnement de l'Union Centrale ; elles sont d'ailleurs beaucoup plus complètes et précises. En 1917, il est passé par l'Union centrale 6.000 wagons de marchandises ; en 1918, ce chiffre s'élevait déjà à 32.000 wagons, soit plus du quintuple, ce qui s'explique par le fait que l'Union Centrale est devenue l'un des fournisseurs principaux des organes soviétistes d'approvisionnement.

La coopération n'a donc pas été persécutée ni, à plus forte raison, détruite mais elle a acquis au contraire un développement énorme, qu'elle n'avait pu atteindre ni sous le tsarisme, ni sous le gouvernement de Kérénsky.

Ces faits n'ont sans doute pas empêché un petit nombre de coopérateurs, à savoir les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et des socialistes plus modérés encore dans le genre de Prokopovitch et de Kouskova, d'entreprendre une campagne contre le décret du 20 mars. Mais leur furieuse agitation n'a pas rencontré d'écho dans les grandes masses des consommateurs.

Désormais celui qui commence à se sentir le maître, dans la coopération, ce n'est plus l'ancien membre privilégié, qui a versé jadis sa part d'associé et est habitué à recevoir de « sa » coopérative plus de produits que les autres, mais la masse des ouvriers et des paysans. Aucun d'eux ne peut plus se créer une situation privilégiée, ni chercher à se séparer du voisin. Chacun doit désormais songer, non plus aux moyens de s'attribuer le meilleur morceau (ce qui n'est possible qu'à une minorité privilégiée) mais aux moyens d'améliorer la situation de tous.

Ce nouveau maître de la coopération (le prolétaire communiste et le paysan qui combat avec l'ouvrier contre l'ennemi intérieur et extérieur de sa classe) comprend parfaitement notre décret sur la coopération ; il le sent proche de ses intérêts et c'est pourquoi la lutte entreprise par les anciens leaders de la coopération n'a pas trouvé d'écho chez lui et a pris fin.

Ainsi la coopération, qui était au début l'union, animée de sentiments hostiles à notre égard, de groupes surtout bourgeois de la population, après une période de neutralité temporaire, se transforme à nos yeux et s'est déjà transformée, dans une large mesure, en organisation soviétiste, qui partage notre manière de voir, qui voit ses ennemis et ses amis là où nous les voyons nous-mêmes et qui collabore chaque jour avec nous à l'édification de la société nouvelle.

Il devait en être et il en a été ainsi, parce qu'une organisation de masses des travailleurs ne peut rester longtemps étrangère au mouvement d'ensemble du prolétariat luttant pour la conquête de ses droits.

N. KRESTINSKY.

# LA POLOGNE ET LA RUSSIE (1)

Le destin de la Pologne depuis plus d'un siècle fut d'être le jouet et le souffre-douleurs des grands Etats européens. Ce destin dure encore aujourd'hui : seuls, les maîtres et les formes de la domination ont changé, mais non la domination elle-même. La reconstitution de la Pologne en Etat indépendant, par l'Entente, ne signifie aucunement la réalisation des vieux rêves et des longs désirs d'un nationalisme sentimental et romantique. Cette reconstitution n'a fait qu'ajouter un nouveau chapitre au martyre du peuple polonais, dont le calvaire ne prendra fin que par la cessation du régime capitaliste.

La Pologne créée par le bon plaisir de l'Entente comme barrière contre le flot révolutionnaire venant de l'Est, se compose de trois parties fort dissemblables et mal soudées. La diversité, tant des intérêts économiques que de la culture et de l'idiome, contribue à rendre peu viable cet organisme dont la fabrication artificielle se fit à l'encontre d'un processus historique de longue durée. Les intérêts des régions industrielles de la Pologne sont nécessairement orientés vers l'Etat dont elles faisaient partie avant la guerre ; l'indépendance nationale signifie pour ces régions la perte de l'immense marché russe.

Ce fait explique l'appétit effréné d'expansion vers l'Est d'une partie de la bourgeoisie polonaise et engendre presque fatalement la guerre tant que la Pologne vivra en régime capitaliste. Dès que celle-ci sera transformée en république soviétiste, le fait de son activité industrielle deviendra au contraire un facteur puissant d'unification économique et politique avec la Russie des Soviets.

C'est avec la ruine de son industrie, de ses finances et de son agriculture que la Pologne a payé sa reconstitution en Etat indépendant. Elle a été obligée par ses amis de l'Entente de prendre sur ses épaules meurtries une partie de la dette de la Russie impériale et de celle contractée envers la France durant la guerre. Au taux actuel du change, les obligations qui lui furent imposées, se chiffrent à 100 milliards de marks polonais, soit 50 milliards en or. Une des causes de la baisse formidable du change en Pologne, ce sont les sommes immenses gaspillées par Paderewski pour des achats de vivres à l'étranger, achats dont une très grande partie n'atteignit jamais le pays.

L'industrie textile, la principale industrie de la Pologne, occupant 50 % des ouvriers, a été ruinée par la guerre et l'invasion. De nombreuses machines furent emportées en Al-

(1) Les détails sur la situation désastreuse de la Pologne sont empruntés à l'article : « La Pologne ruinée », ayant paru dans les livraisons 15 et 16 de l'excellente revue *Kommunismus*, paraissant à Vienne, comme organe de l'Internationale Communiste pour les pays du sud-est de l'Europe.

lemagne par les envahisseurs, les ouvriers déportés par dizaines de mille dans les régions industrielles de la Westphalie. Lodz, autrefois une ruche bordonnante d'activité industrielle, est aujourd'hui presque une ville morte occupant à peine 26 % du nombre des ouvriers qui autrefois y enrichissaient leurs maîtres.

Les autres industries : celle du sucre, des bois, la métallurgie, etc., sont également ruinées. Les sans-travail se comptent par centaines de mille. « La bourgeoisie polonaise a vendu l'industrie nationale au capital étranger. Les Français ont la part du lion pour ce qui concerne la métallurgie et l'industrie minière, les Anglais se sont emparés des filatures, de la menuiserie et de la régulation des changes. Tous : Américains, Français et Anglais ont fondé à Varsovie leurs banques ; tous y ont envoyé leurs missions pour exploiter le pays ».

La plus grande partie des produits industriels ou agricoles n'entrent pas dans la circulation et ne servent en rien à alléger la misère du peuple polonais ; la spéculation, le commerce illicite s'en emparent pour réaliser leurs immenses bénéfices.

La situation de l'agriculture est plus désespérée encore. La Pologne qui est en premier lieu un pays agricole, devrait être à même d'exporter de grandes quantités de céréales : il ne réussit pas même à nourrir sa population. Le gouvernement a déjà fait l'achat de 100.000 tonnes de blé en Amérique et il faudra qu'il achète encore 300.000 tonnes pour que le peuple puisse subsister tant bien que mal jusqu'à la prochaine récolte. Ce blé est livré à des prix très élevés et les transports étant également démesurément chers, le malheureux pays payera ces 400.000 tonnes de blé, 12 milliards de marks polonais.

Le nombre de têtes de bétail a également beaucoup baissé pendant la guerre ; sous ce rapport aussi, la Pologne est devenue de pays d'exportation qu'elle était, un pays d'importation.

La situation des masses est misérable au possible ; elles souffrent du manque de nourriture et de vêtements ; les épidémies sévissent et la mortalité est effrayante. On évalue à deux millions, les cas de décès de la population civile depuis le commencement de la guerre. Durant l'hiver de 1918-19, plus de 270.000 cas de typhus furent enregistrés.

La population agricole ne souffre pas moins que les habitants des villes. Les réformes agraires de juillet 19 ayant pour but le développement et la consolidation de la petite propriété ne peuvent être appliquées, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles ne disposant pas des sommes nécessaires pour racheter les terres des grands propriétaires. La réforme est une mauvaise farce et rien

de plus. Les paysans pauvres se trouvent dans une impasse cruelle : ils n'ont ni semences pour ensemençer leurs terres, ni instruments aratoires, ni benzine pour les moteurs, ni bétail. Huit mille hectares de terre sont restés en friche. Ce sont ces paysans miséreux, ces laboureurs exaspérés qui constitueront les gros bataillons de la révolution sociale en Pologne.

Tandis que les masses souffrent et meurent dans leurs taudis et leurs cabanes, et que le chaos général empire de jour en jour, la bourgeoisie gaspille les dernières ressources du pays en orgies écœurantes. A Varsovie, les pauvres tombent d'inanition dans la rue, tandis que les magasins sont bondés d'articles de luxe et d'aliments de choix. La dépravation et la perversité s'étalent cyniquement au grand jour ; la spéculation bat son plein, l'escroquerie et le vol sont devenus les conditions normales de l'échange.

La situation désespérée du pays et l'impossibilité de réorganiser la production sur des bases capitalistes, poussent la bourgeoisie polonaise à la guerre. Cette impossibilité est la même partout, mais elle est plus marquée dans les pays où, par suite de l'ébranlement politique et économique, la décomposition du régime capitaliste est le plus avancé. La guerre est pour la classe au pouvoir un moyen de retarder sa chute en retardant l'heure où elle doit avouer son impuissance à résoudre les problèmes se dressant devant le pays et dont la solution est une question de vie ou de mort pour des millions de créatures humaines.

L'Entente, si elle a intérêt à séconder les efforts militaires de la Pologne et à pousser celle-ci dans la voie de la folie guerrière, n'en a aucun à améliorer la situation économique du pays. Une Pologne riche et prospère serait vraiment indépendante ; or, l'Entente veut une Pologne obéissante et soumise, liée à elle par l'endettement et le besoin. En outre, l'Entente ne saurait venir en aide à la Pologne d'une façon efficace ; tout l'or de l'Amérique et de la Grande-Bretagne n'y suffirait pas. La réorganisation de la production étant avant tout une question morale, la bourgeoisie pourrie est incapable de l'effectuer. Seuls, le sentiment du devoir révolutionnaire et l'enthousiasme communiste pourront réussir à la tâche.

On voit pourquoi la Pologne était destinée à devenir le centre de la vaste conspiration tramée à nouveau par le monde capitaliste contre la Russie des Soviets. Et tandis qu'à San Remo les grands Judas du drame de la Passion humaine prononçaient le mot de la reprise des relations commerciales avec la Russie, la Pologne, traitreusement, ouvrait l'attaque, bondissait sur Kiev comme un tigre. Des forces militaires considérables, équipées par la France, l'Angleterre et l'Amérique, organisées et commandées par des officiers français, per-

çaient le front sud-ouest russe faiblement occupé.

Grâce au traité conclu par la république des hobereaux polonais liée avec Petlicoura, le condottiere des gardes blanches de l'Ukraine, celle-ci abandonnait à ses libérateurs le contrôle des chemins de fer dans la vaste région fertile des « Terres noires », où le blé épais pousse ses beaux épis dorés. En même temps, les préparatifs pour étouffer la Russie des Soviets dans un réseau de fer se poursuivaient dans plusieurs capitales d'Europe. L'alliance des Etats dits « de frontière », formant demi-cercle autour de la Russie, depuis l'Océan arctique jusqu'à la Mer Noire, se concertait. La Hongrie et la Roumanie, ces noyaux de la réaction monarchiste, se préparaient à y prendre part. En Finlande arrivaient régulièrement d'Allemagne des bateaux chargés de munitions. Des officiers anglais, français et allemands s'y coudoyaient dans une cordiale et charmante camaraderie contre-révolutionnaire. Puis Mannerheim, le bourreau du prolétariat finlandais, fut envoyé à Berlin pour s'entendre avec les chefs de la mission militaire anglaise et les organisateurs de légions contre-révolutionnaires russes et allemandes. A Berlin c'est le colonel Rodzianko, un neveu de l'ancien président de la Douma, qui s'occupe de l'organisation militaire des émigrants russes : tandis qu'un autre bureau du même genre est fondé à Munich. Le colonel Rosenbergh, un officier de la ci-devant garde impériale, y élabore, de concert avec le parti monarchiste bavarois, le projet de transporter sur le front polonais les troupes de Bermöndt, placées sous le commandement d'officiers de l'ancienne armée prussienne. Aujourd'hui, ces troupes sont en route pour la Prusse Orientale.

L'agression de la Russie par les armées polonaises et les bandes de Petlicoura est une expédition de pirates et de forbans. Durant les longs mois que le gouvernement de Pilsudski traînait les négociations avec la Russie des Soviets, le gouvernement de Lénine interdisait expressément aux armées rouges toute avance sur le territoire polonais, voulant avant tout démontrer ses intentions pacifiques. La République des ouvriers et des paysans désirait ardemment la paix. Elle désirait celle-ci afin de pouvoir transformer ses armées rouges en armées du travail et de commencer la réalisation de ces vastes projets de développement économique, d'exploitation rationnelle des richesses naturelles de la Russie, projets destinés à combattre victorieusement la misère. Elle désirait pouvoir employer ses ouvriers qualifiés, trop longtemps détournés de leur métier, à remettre en état les moyens de transport, à réparer les centaines de « locomotives malades », — première condition du rétablissement de la circulation dans ce vaste organisme appauvri par des années de souffrance, de luttes et d'efforts dépassant les forces humaines. De toutes leurs forces, le gouvernement et l'avant-garde communiste du peuple russe essayaient d'entraîner les masses vers des buts nouveaux ;

il n'était question en Russie que de travail, d'accroissement de la production, d'organisation du « front non-sanglant », comme on intitulait le travail collectif. On était heureux en pensant pouvoir, non pas se reposer, prendre ses aises, mais reporter l'effort de la sphère militaire à la sphère économique, tellement plus sympathique tant à l'esprit communiste qu'au tempérament de ce peuple bon, doux et travailleur qu'est le peuple russe.

Mais hélas le démon du capitalisme ne peut renoncer à couler à fond la République des Soviets, ce navire échappé à tant d'orages, porteur de l'espoir des travailleurs de tous les pays. Il a de nouveau fallu mobiliser, arracher les paysans de leur champ et les ouvriers de l'usine, faire un appel à toutes les énergies pour chasser le voleur de la maison et défendre les biens précieux acquis au prix de tant d'efforts, de sang et de larmes : la liberté politique et économique, bases de l'édifice d'une société nouvelle. Il a fallu remettre encore une fois ces projets grandioses de travail commun, scientifiquement réglé, de ce travail béni, pour le bien de tous, et reporter tout l'effort sur le terrain militaire. Encore des terres piétinées, et des villes dévastées ; encore des victimes et des martyrs et encore la lutte âpre contre la faim, la misère et les épidémies, à recommencer dans des circonstances rendues plus difficiles par l'épuisement du pays.

Tandis que le P.P.S., le parti social-démocrate, petit bourgeois et nationaliste de Pologne, acclamait par son chef Dascynski l'aventure criminelle contre le peuple russe, — aventure qu'il avait l'effronterie d'intituler une guerre nouvelle, guerre sainte pour la libération de l'Ukraine.

(La suite au prochain numéro).

Henriette ROLAND-HOLST.

## NOS MEETINGS

Ce fut, jeudi dernier, une soirée reconfortante. Des milliers de camarades étaient venus à la Grange-aux-Belles assister à notre meeting, le premier de ceux que le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale doit organiser, dans la Seine d'abord, en province ensuite, pour protester contre l'incarcération de nos militants. Une salle archicomble, vibrante et enthousiaste, acclama nos camarades Georges Pioch, Henry Torrès, Rappoport, Jean Ribaut, Treint et Vaillant-Couturier, lorsqu'ils dénoncèrent et flétrirent les provocations gouvernementales.

Une émotion intense s'empara de tous lorsque les orateurs prononcèrent les noms, aimés de tous les militants, de nos camarades emprisonnés.

C'est au milieu des acclamations de la salle entière que Georges Pioch lut l'ordre du jour suivant, qui fut adopté à l'unanimité :

Les camarades, réunis au nombre de 6.000, le 10 juin, répondant à l'appel du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, protestent avec énergie contre l'inculpation ridicule de complot qui pèse sur les meilleurs de nos militants, proclament leur étroite solidarité avec eux et demandent à être poursuivis au même titre qu'eux ;

Ils considèrent comme de nouvelles et criminelles provocations les révocations, les perquisitions et les arrestations arbitraires ;

Ils s'indignent des brimades et des vexations sans nom dont sont victimes chaque jour nos camarades emprisonnés ;

En présence des provocations stupides du gouvernement, ils déclarent que ces provocations auront qu'un résultat : celui de décupler notre énergie révolutionnaire ;

Ils s'engagent à exiger, par tous les moyens la libération de nos camarades emprisonnés.

Une quête faite au cours de ce meeting rapporta la somme de 495 francs.

Le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale est résolu à mener une action vigoureuse pour obtenir la mise en liberté de tous nos camarades actuellement détenus dans les prisons bourgeoises.

Des meetings auront lieu à Saint-Denis à St.-Ouen, à Aubervilliers, etc. Nous enverrons des camarades en province. Dans toute la France sera dénoncée la besogne de provocation à laquelle se livre le gouvernement de M. Millerand.

Assistez tous à nos meetings. Adhérez tous au Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale !

René REYNAUD.

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro ; 50 centimes

ABONNEMENTS :

### FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

### ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)  
Georges DANGON, imprimeur  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)